

C. COSATTI

1237 Route des 4 Saisons
2 Lotissement le Puits du Golf
13190 ALLAUCH

Tél. 04.91.01.58.90

contact@auditbpgl.com

LOUBATAS

**Siège social : Centre Permanent d'Initiation à la Forêt Provençale
13860 PEYROLLES EN PROVENCE**

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS 31/12/2025**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Allauch, le 18 Mai 2026

Le Commissaire aux comptes
AUDIT BPGL & CIE FIDU
Représentée par
Coralie COSATTI



LE LOUBATAS CPIFP
17, Chemin Neuf
13860 PEYROLLES

C.COSATTI
Commissaire Aux Comptes
1181 Route des 4 Saisons
2 Lotissement le Puits du Golf
13190 ALLAUCH

Peyrolles, le 18/05/2026

Objet : Bilan du 31/12/2025

Madame,

A l'occasion de la certification des comptes annuels au 31/12/2025, vous nous avez demandé si nous avons connaissance de faits susceptibles d'être portés à votre attention et qui ne seraient pas traduits dans les états financiers que vous avez examinés.

En tant que responsable de l'établissement de ces états financiers, qui ont été préparés conformément aux principes édictés par le Code de Commerce, nous vous confirmons, **au mieux de notre connaissance**, les informations suivantes :

1. Aucune information susceptible d'avoir une incidence significative sur les états financiers n'a été omise dans les comptes.
2. Nous n'avons connaissance :
 - d'aucune violation ou infraction aux lois, décrets ou règlements, dont l'incidence pour notre société serait telle que ces faits devraient être mentionnés en annexe aux états financiers ou, le cas échéant, faire l'objet d'une provision pour risques,
 - d'aucun passif important (tel que notifications ou redressements, procès en cours, garanties accordées aux clients, etc ...) ou de pertes potentielles non comptabilisées ou qui devraient faire l'objet d'une note dans l'annexe aux états financiers, d'aucune réclamation qui pourrait entraîner des indemnités importantes au bénéfice ou au détriment de notre association.
3. Le montant de fonds dédiés a été estimé en tenant compte de l'état d'avancement des projets et du montant des dépenses restant à réaliser.
4. A notre connaissance, nous n'avons pas relevé des faits significatifs liés à des fraudes commises, suspectées ou alléguées.

5. Notre entreprise avait des titres de propriétés valables pour tous ses actifs et n'avait pas d'actifs gagés, hypothéqués ou nantis (autres que ceux mentionnés dans l'annexe).
6. Il n'est survenu aucun événement postérieur susceptible d'avoir un impact significatif sur les états financiers de l'exercice considéré depuis la date de clôture de l'exercice.

De façon plus globale, nous estimons prises en considération toutes les informations en notre possession pour que ces états financiers présentent fidèlement la situation financière ainsi que le résultat de l'exercice.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Président

A handwritten signature in dark ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end, positioned below the title 'Le Président'.

AUDIT B.P.G.L. & Cie FIDU S.A.R.L.

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES INSCRITE AUPRES DE LA COMPAGNIE REGIONALE D'AIX-EN-PROVENCE

C.COSATTI

1181 Route des 4 Saisons
2 Lotissement le Puits du Golf
13190 ALLAUCH

Tél. 04.91.01.58.90

contact@auditbpgl.com

LOUBATAS

**Siège social : Centre Permanent d'Initiation à la Forêt Provençale
13860 PEYROLLES EN PROVENCE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2025

Mesdames, Messieurs,

1 – Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LOUBATAS CPIFP relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association LOUBATAS CPIFP à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Nous attirons également votre attention sur le point de l'annexe, des faits caractéristiques de l'exercice, traitant des impacts de l'activité lucrative sur les comptes annuels de l'association.

2 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

3 - Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

4 - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et notamment pour ce qui concerne :

- l'évaluation des fonds dédiés et le rattachement des produits à l'exercice considéré

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5 - Vérification du rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier adressé aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

6 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association LOUBATAS CPIFP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

7 - Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

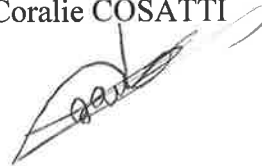
Fait à Allauch, le 18 Mai 2026

Le Commissaire aux comptes

AUDIT BPGL & CIE FIDU

Représentée par

Coralie COSATTI



Bilan Actif

État exprimé en €		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025			Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations Incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	5 218,00	2 050,28	3 167,72	3695,50
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations Corporelles				
	Terrains	47 880,17	22 423,39	25 456,78	13 548,75
	Constructions	1 461 975,14	915 492,65	546 482,49	550 355,85
	Installations techniques, mat et outillage indus.	188 202,48	111 132,10	77 070,38	25 582,56
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations corporelles en cours	1 620,00		1 620,00	
	Avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
	Immobilisations Financieres				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
TOTAL (I)		1 704 895,79	1 051 098,42	653 797,37	593 182,66
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours				
	Stocks et en-cours			773,72	833,62
	Creances				
	Créances dt., adhr., usagers et cpt. rattachés			31 099,60	65 590,11
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances			126 942,10	227 857,14
	Valeurs mobilières de placement			1 189,50	183,00
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités			35 223,47	74 453,23
	Charges constatées d'avance			5 510,90	1 197,00
TOTAL (II)				200 739,29	370 114,10
COMPTES R...GUL.	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Écarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V)				854 536,66	963 296,76

Bilan PASSIF

État exprimé en €

**Du 01/01/2025
Au 31/12/2025****Du 01/01/2024
Au 31/12/2024**

Fonds Propres	Fonds propres		
	Fonds propres sans droit de reprise	27 158,79	27 158,79
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise	11 666,60	16 666,64
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
Fonds dédiés	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	156 549,03	159 222,26
	Excédent ou déficit de l'exercice	-13 098,55	-2 673,23
	Situation nette (sous total)		
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	TOTAL (I)	616 485,43	608 894,56
Provisions	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	85 845,29	235 093,02
Dettes	TOTAL (II)	85 845,29	235 093,02
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	9 853,04	9 853,04
Dettes	TOTAL (III)	9 853,04	9 853,04
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 152,92	14 082,61
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	42 938,67	12 498,18
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	53 953,11	46 075,16
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	35 308,20	36 800,19
Dettes	TOTAL (IV)	142 352,90	109 456,14
Dettes	Écarts de conversion passif	(V)	
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)		854 536,66	963 296,76

Compte de résultat Loubatas CAC - Le Loubatas

	2025	2024
COMPTE DE RESULTAT - PRODUITS		
Cotisations	3 365,79	3 985,70
Ventes de Biens et de Services	368 566,62	379 950,27
Ventes de marchandises	5 457,00	6 245,00
Production vendue de biens		
Production vendue de services	363 109,62	373 705,27
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de Tiers Financeurs	102 199,20	221 676,94
Concours Publics et Subventions d'exploitation	74 646,20	176 476,94
Mécenats	24 120,00	43 600,00
Dons Manuels	3 433,00	1 600,00
Reprise sur Amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charge		58 913,14
Utilisation des fonds dédiés	154 007,73	91 727,83
Autres produits	6 834,83	
Total des produits d'exploitation (I)	634 974,17	756 259,88
Produits financiers (II)	3,66	883,48
Produits exceptionnels (III)		4 606,23
Total des Produits	634 977,83	761 743,59
COMPTE DE RESULTAT - CHARGES		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		
Variation de stock (marchandises)	59,90	696,36
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)	4 651,30	5 763,51
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		
Autres charges externes	159 658,30	168 749,61
Impôts, taxes et versements assimilés	13 836,87	13 267,47
Rémunération du personnel	338 763,28	332 521,35
Charges sociales	54 287,74	73 180,68
Dotations aux amortissements	57 612,31	52 325,12
Dotations aux provisions		
Reports en Fonds Dédiés	4 760,00	107 483,12
Autres charges	9 241,06	7 250,00
Total des charges d'exploitation (I)	642 870,76	761 237,22
Charges financières (II)	479,47	629,54
Charges exceptionnelles (III)		2 550,06
Impôt sur les bénéfices	4 726,15	
Total des Charges	648 076,38	764 416,82
Solde Créditeur = Excédent / Solde Débiteur = Perte	-13 098,55	-2 673,23
Total Général	634 977,83	732 691,96
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Contributions Volontaires en Nature		
Dons en Nature		
Prestations en Nature		
Bénévolat	27 887,88	18 309,05
Total des Ressources	27 887,88	18 309,05
Charges des contributions volontaires en Nature		
Secours en Nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestation en nature		
Personnel Bénévole	27 887,88	18 309,05
Total des emplois	27 887,88	18 309,05

CARRÉ In 15/05/2025 à 11:45:20

LE LOUBATAS CPIFP - ANNEXE AUX COMPTES 2025

1) Règles et méthodes comptables

a) Méthodes comptables appliquées

Les comptes de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2019.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

L'autorité des normes comptables (ANC) a adopté le règlement ANC n°2022-06 modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général et Règlement ANC n°2023-03. Ces nouvelles dispositions viennent modifier le règlement ANC n°2018-06. Elles sont applicables pour la première fois aux comptes sociaux de l'exercice couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les charges et les produits exceptionnels sont reclassés respectivement en charges et produits d'exploitation.

Ce changement a pour principal impact le retraitement de la quote-part des subventions d'investissement virée au résultat. Auparavant, ce point mouvementait le résultat exceptionnel et à partir de 2025, ce poste va mouvementer le résultat d'exploitation.

L'objet social est Le Loubatas, Centre Permanent d'Initiation à la Forêt Provençale, et a pour but la sensibilisation du public, l'éducation des enfants et des adolescents, la formation des adultes à la découverte, la connaissance, la protection et la valorisation de l'environnement et en particulier de la forêt méditerranéenne et de la culture provençale, le développement de sa vocation sociale en intervenant dans tous les milieux sociaux.

b) Permanences des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

c) Complément d'information

Les administrateurs & Coprésidents ne sont pas rémunérés et les informations concernant le seul cadre dirigeant de l'association ne sont pas communiquées en raison d'une lecture directe de cette information.

d) Faits caractéristiques de l'exercice

Depuis novembre 2024, Le Loubatas a opté pour la sectorisation de ses activités ; la part d'activités lucratives ayant dépassé le seuil de 78 856€ de chiffre d'affaires. La sectorisation implique la fiscalisation des activités lucratives, obligeant l'application des impôts commerciaux sur ces activités.

Cela concerne l'activité de pension complète, de gestion libre, de certaines formations qualifiées comme lucratives au regard des 4P.

Pour toutes les charges imputées à la fois aux activités lucratives et non-lucratives (ex : gaz), Le Loubatas a opté pour la détermination d'une clé de répartition prenant en compte le ratio chiffre d'affaires activités lucratives sur le total CA, représentant 19,7%. Cette clé de répartition est à consolider sur 2026.

Les activités lucratives de l'association sont donc soumises à la TVA, à l'impôt sur les sociétés et à la CFE.

e) Événements significatifs postérieurs à la clôture

Néant

2) Complément d'information relatif au bilan

a) Immobilisations et amortissements (cf tableaux ci-après)

Nouvelles immobilisations :

Les acquisitions sur l'exercice 2025 s'élèvent à 120 804.75€ contre 80 612,81€ en 2024. Elles sont particulièrement élevées en 2025 suite à l'achat de 2 citernes de 60m3 (financées par la Métropole et le CD13), lié à nos obligations de protection du bâtiment et du public accueilli en cas d'incendie. Par ailleurs, la rénovation pluriannuelle de l'écogîte poursuit son cours depuis 2020.

- Aménagements du Terrain : 50 335.24€

Date d'activation	Nom de l'immobilisation	Référence	Base d'amortissement	Valeur amortie	Valeur résiduelle
2025-02-17	Débroussaillage - PART AUTOFINANCEMENT	RECU/2025/0181	3 088,20	269,05	2 819,15
2025-02-17	Débroussaillage - PART SUBVENTION METROPOLE	RECU/2025/0181	811,80	70,73	741,07
2025-02-24	DEBROUSSAILLAGE	RECU/2025/0091	2 550,00	217,27	2 332,73
2025-03-11	DEBROUSSAILLAGE	RECU/2025/0331	449,65	36,46	413,19
2025-03-12	DEBROUSSAILLAGE	RECU/2025/0327	400,00	32,33	367,67
2025-03-12	DEBROUSSAILLAGE	RECU/2025/0329	950,00	76,78	873,22
2025-05-09	DEBROUSSAILLAGE	RECU/2025/0330	450,00	29,22	420,78
2025-08-06	DEBROUSSAILLAGE	RECU/2025/0328	450,00	18,25	431,75
2025-11-05	DEBROUSSAILLAGE	RECU/2025/0421	5 912,00	92,32	5 819,68
2025-01-17	PERGOLA APPART ET TERRASSE TOURNESOL - PART ADEME	RECU/2025/0080	99,65	9,53	90,12

2025-01-17	PERGOLA APPART ET TERRASSE TOURNESOL - PART AUTOFINANCEMENT	RECU/2025/0080	3 681,19	351,98	3 329,21
2025-07-07	ETANCHEITE TOITURE PHOTOVOLTAIQUE - PART AUTOFINANCEMENT 20%	RECU/2025/0350	344,86	16,82	328,04
2025-07-07	ETANCHEITE TOITURE PHOTOVOLTAIQUE - PART SUB INVEST CD13 2024 80%	RECU/2025/0350	1 398,92	68,22	1 330,70
2025-07-07	TUILES SALLE POLY + ETANCHEITE TOITURE PHOTOVOLTAIQUE PARTIE 2 - PART AUTOFINANCEMENT 20%	RECU/2025/0351	3 094,11	150,89	2 943,22
2025-07-07	TUILES SALLE POLY + ETANCHEITE TOITURE PHOTOVOLTAIQUE PARTIE 2 - PART SUB INVEST CD13 2024 80%	RECU/2025/0351	12 551,10	612,08	11 939,02
2025-10-21	LIEGE ISOLATION GROUPE ELEC 2025 - PART AUTOFINANCEMENT 20%	RECU/2025/0388	144,62	2,85	141,77
2025-10-21	LIEGE ISOLATION GROUPE ELEC 2025 - PART SUB INVEST CD13 2024 80%	RECU/2025/0388	586,64	11,57	575,07
2025-10-24	Tubage poêle à bois	RECU/2025/0417	1 092,42	20,65	1 071,77
2025-10-27	Panneaux Sentier Interprétation - PART ADEME 50%	RECU/2025/0419	3 512,44	63,51	3 448,93
2025-10-27	Panneaux Sentier Interprétation - PART AUTOFINANCEMENT 50%	RECU/2025/0419	3 463,55	62,63	3 400,92
2025-10-31	Étanchéité Toiture 2ème étage	RECU/2025/0418	5 304,09	90,10	5 213,99
			50 335,24	2 303,24	48 032,00

- Construction sur Terrain : 7 859.47€

Date d'activation	Nom de l'immobilisation	Référence	Base d'amortissement	Valeur amortie	Valeur résiduelle
2025-02-03	TERRASSEMENT LOCAL GROUPE ELEC	RECU/2025/0090	650,82	59,20	591,62
2025-02-26	Construction Local Groupe Électrogène	RECU/2025/0297	6 617,00	560,18	6 056,82
2025-12-08	Presta Terrassier pour groupe électrogène	RECU/2025/0478	591,65	3,89	587,76
			7 859,47	623,27	7 236,20

- Installations techniques : 60 181.93€

Date d'activation	Nom de l'immobilisation	Référence	Base d'amortissement	Valeur amortie	Valeur résiduelle
2025-11-17	Citernes incendie	RECU/2025/0445	56 143,20	692,18	55 451,02
2025-12-12	Automatisation Groupe Électrogène - PART AUTOFINANCEMENT 20%	RECU/2026/0003	798,73	4,38	794,35
2025-12-12	Automatisation Groupe Électrogène - PART SUB INVEST CD13 2024 80%	RECU/2026/0003	3 240,00	17,75	3 222,25
			60 181,93	714,31	59 467,62

- Matériel et outillage : 872.22€

Date d'activation	Nom de l'immobilisation	Référence	Base d'amortissement	Valeur amortie	Valeur résiduelle
2025-02-11	Tronçonneuse et ponceuse - PART AUTOFINANCEMENT 20%	RECU/2025/0298	88,65	15,74	72,91
2025-02-11	Tronçonneuse et ponceuse - PART SUBVENTION ADEME 80%	RECU/2025/0298	359,61	63,84	295,77
2025-05-23	BOULE ATTELAGE	RECU/2025/0321	423,96	51,80	372,16
			872,22	131,38	740,84

- Matériel de bureau : 698€

Date d'activation	Nom de l'immobilisation	Référence	Base d'amortissement	Valeur amortie	Valeur résiduelle
2025-10-21	Ordi Audrey	RECU/2025/0412	349,00	22,95	326,05
2025-11-03	Ordi Margaux	RECU/2025/0537	349,00	18,80	330,20
			698,00	41,75	656,25

Modifications des taux d'amortissement : Nous n'avons pas modifié les taux d'amortissement pendant cet exercice.

b) Stocks

Essentiellement constitué d'éléments dont l'acquisition est très ancienne et de faible valeur, les stocks n'évoluent pas beaucoup d'une année sur l'autre.

c) Créances

Le poste Clients divers et créances s'élève à 31 099,60€, en baisse vis-à-vis de 2024 (65 590,11€). Cela correspond à toutes les factures établies en 2025 mais payées en 2026. Ce poste comprend aussi un produit à recevoir d'un montant de 4 197,50€ de la Métropole, indemnisant le temps de travail passé sur la conception d'un projet métropolitain, finalement annulé.

Les autres créances - subventions, aides à recevoir sont de 126 942,10€ en 2025 (*contre 227 857,14€ en 2024*), en baisse par rapport à 2024. Cette baisse est essentiellement liée à la fin de projets pluriannuels sur 2025.

Libellé	Montant
PROJET	
DREETS DEFFINOV Formation Tiers Lieux Pays d'Aix Nord Part Loub RH 2023-2026	30 200,00 €
ADEME Formes Emergentes de Tourisme 2024-2025	21 674,18 €
ADEME PNA Essaimage 2024-2026	59 286,61 €
CD13 Actions éducatives 2024-2025	1 190,00 €
INVESTISSEMENT	
CD13 Subvention d'investissement Rénovation éco gîte 2024	3 610,31 €
CD13 Subvention d'investissement Rénovation éco gîte 2025	5 590,00 €
Métropole Subvention d'investissement Citernes	5 391,00 €
Total	126 942,10 €
<i>dont investissement</i>	<i>14 591,31 €</i>

La trésorerie s'établit à 35 223,47€ au 31/12/2025, en baisse par rapport à 2024 (74 453,23€), du fait principalement des dépenses liées aux subventions de projets de l'ADEME, et aux subventions d'investissement (citernes), pour lesquels des acomptes et soldes ont été reçus en 2026.

d) Au passif

Le report à nouveau est positif et diminue légèrement avec le résultat 2024 (-2 673,23€).

La quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat est de 31 265.54€ (cf tableau ci-après), en augmentation vis-à-vis de 2024 (29 051,63€), du fait de l'amortissement progressif des subventions associées aux travaux de rénovation de l'écogîte, notamment les citernes installées en 2025.

Date	Intitulé	Montant	%	Amortissement			Reste
				au 01/01/25	en 2025	cumul au 31/12/25	
2017	CD13 Portes-fenêtres	4 400,00	10,0	3 446,67 €	440,00 €	3 886,67 €	513,33 €
2017	Région Accessibilité Travaux en 2019	6 658,00	10,0	2 996,10 €	665,80 €	3 661,90 €	2 996,10 €
2017	CD13 Portes et capteurs Travaux en 2019	7 500,00	10,0	4 085,42 €	750,00 €	4 835,42 €	2 664,58 €
2018	CD13 Accessibilité Travaux en 2019	9 000,00	10,0	4 050,00 €	900,00 €	4 950,00 €	4 050,00 €
2019	CD13 Rénovation de l'écogîte	27 000,00	10,0	9 900,00 €	2 700,00 €	12 600,00 €	14 400,00 €
2020	Reclassement subventions investissement construction gîte	522 520,10	2,00	293 482,12 €	10 450,40 €	303 932,52 €	218 587,58 €
2020	CD13 Rénovation de l'écogîte	35 000,00	10,0	6 416,67 €	3 500,00 €	9 916,67 €	25 083,33 €
2021	CD13 Rénovation de l'écogîte Fin au 30/04/2024	40 000,00	10,0	2 666,67 €	2 666,67 €	5 333,33 €	34 666,67 €
2021	DDTM Jardin partagé	31 428,00	10,0	8 118,90 €	3 142,80 €	11 261,70 €	20 166,30 €
2022	CD13 Rénovation de l'écogîte	25 401,00	10,0	4 334,55 €	2 540,10 €	6 874,65 €	18 526,35 €
2024	AGEFIPH Subvention Mobilier bureau	1 405,96	10,0	101,93 €	140,60 €	242,53 €	1 163,43 €
2024	CD13 Rénovation de l'écogîte 2024 Tranche 1	15 860,00	10,0	1 193,93 €	1 527,00 €	2 720,93 €	13 139,08 €
2025	CD13 Rénovation de l'écogîte 2024 Tranche 2 au 15/07/2025	19 529,69		0,00 €	1 242,76 €	1 242,76 €	18 286,93 €
2025	Metropole AMP Citernes 2025 Tranche 1	21 564,00		0,00 €	309,39 €	309,39 €	21 254,61 €
2025	CD13 Rénovation Citernes 2025 Tranche 1	24 410,00		0,00 €	290,03 €	290,03 €	24 119,97 €
2026	CD13 Rénovation de l'écogîte 2024 Tranche 3	3 610,31					
2026	CD13 Rénovation Citernes 2025 Tranche 2	5 590,00					
2026	Metropole AMP Citernes 2025 Tranche 2	5 391,00					
2026	ADEME Formes Emergentes de Tourisme au 27/10/2025	3 612,09					
	TOTAUX	806 268,06		340 792,95	31 265,54	372 058,49	419 618,26

Fonds dédiés sur subventions engagées :

	Nature du projet	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice (compte 194000)	Utilisation au cours de l'exercice (compte 789400)	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées (compte 689400)	Fonds restant à engager en fin d'exercice (compte 194000)
2024	ADEME PNA Essaimage DGAL	69 748,95	62 144,93	12 483,96		49 660,97
	Actions éducatives Forêt CD13 2024-2025	7 350,00	5 880,00	5 880,00		0,00
	ADEME Formes Emergentes de Tourisme	37 297,05	28 998,64	28 998,64		0,00
	ADEME Formes Emergentes de Tourisme - Quote-part investissement	5 447,55	5 447,55	5 447,55		0,00
	DRAJES Formation ACM Pédagogie EEDD	5 362,00	5 012,00	5 012,00		0,00
	DREETS PACA Deffinov	151 000,00	80 409,54	48 985,22		31 424,32
	DRAAF Villes Nourricières 2022-2023 N+1	17 983,00	10 572,53	10 572,53		0,00
	DRAAF Villes Nourricières 2024-2025	50 000,00	36 627,83	36 627,83		0,00
2025	Actions éducatives Forêt 2025-2026 CD13	5 950,00			4 760,00	4 760,00
	TOTAL		235 093,02	154 007,73	4 760,00	85 845,29

Le montant des fonds dédiés s'élèvent à 85 845,29€ au 31/12/2025 contre 235 093,02€ au 31/12/2024. Cette forte baisse est liée à la fin de projets pluriannuels aux montants importants, tels que le projet Formes émergentes de tourisme (ADEME), le projet Villes Nourricières (DRAAF) et à l'avancement d'autres projets pluriannuels tels que le projet Deffinov (DREETS) par exemple. Par ailleurs, aucun projet pluriannuel de grande envergure n'a été notifié sur 2025.

E- Dettes à la clôture

Le total des dettes, au 31/12/2025, s'élève à 142 352,90€ en hausse par rapport à 2024 (109 456,14€). Cette hausse est principalement due à une augmentation des dettes fournisseurs (+30 456,97€), liée à une trésorerie basse en fin d'année 2025 ne permettant pas le règlement de certaines factures, notamment des factures d'investissement à haut montant (citernes, panneaux du sentier d'interprétation) du fait de la non-réception des soldes des subventions d'investissement au 31/12/2025).

Le montant total des dettes fiscales et sociales augmente à 53 953,11€ au 31/12/2025 (contre 46 075,16€ fin 2024). Cette hausse est principalement due à l'impôt sur les sociétés rattaché aux activités lucratives de l'association, représentant 4 726,15€ en 2025 (soit 15% de l'excédent de l'activité lucrative).

3) Complément d'information relatif au Compte de Résultat

Les charges

Les charges 2025 sont en baisse par rapport à 2024 : 648 076,38€ vs 764 416,96€.

La principale cause de la baisse des charges est liée à la baisse significative des reports en fonds dédiés, passant de 107 493,12€ à 4 760€, comme expliqué précédemment.

Par ailleurs, comme présenté en introduction dans les méthodes comptables appliquées, certains changements de comptes comptables viennent réduire les charges. En effet, la notion de transfert de charges disparaît : les comptes 791XXX ont été remplacé par le crédit du compte de charges concerné. Dans notre cas, l'ensemble des remboursements perçus par Uniformation (OPCO) ont été mis au crédit du compte 649100, venant réduire les charges sociales.

Cela dit, malgré une stabilité dans les embauches en 2025 par rapport à 2024, nous constatons une hausse de la rémunération du personnel liée au paiement d'indemnités de ruptures conventionnelles et de régularisation de congés payés pour certains salariés.

Les dotations aux amortissements augmentent également, du fait de la poursuite de la rénovation de l'écogîte et de l'installation des citernes incendie en 2025.

Pour rappel, suite au changement du plan comptable, les charges et les produits exceptionnels sont reclassés respectivement en charges et produits d'exploitation.

Les dotations aux amortissements sont en hausse du fait de l'intégration de subventions d'investissements, obtenues dans le cadre de la rénovation en cours de l'écogîte.

Les produits

Les produits 2025 sont en baisse par rapport à 2024 : 634 977,83€ vs 761 743,59€.

Les cotisations sont en légère baisse, témoignant d'une perte de pouvoir d'achat des citoyens et citoyennes.

Les produits d'activité sont en baisse de 11 383,65€, vis-à-vis de 2024. Ils s'établissent à 368 566,62€ en 2025. Nous constatons une attractivité toujours présente pour les activités proposées par l'association : nous recevons de nombreuses demandes, tant en animations, qu'en séjours éducatifs ou en formations. Mais la validation de ces demandes n'est pas toujours effective, faute de budget pour les clients. La tendance pourrait s'accroître dans les années à venir.

Le total des subventions de fonctionnement notifiées en 2025 se réduit drastiquement par rapport à 2024 (74 646,20€ contre 176 476,94€ en 2024). Cela s'explique par une tendance certaine à la baisse des enveloppes budgétaires du service public à destination des associations.

A l'inverse, l'utilisation des fonds dédiés est en forte hausse sur 2025, s'établissant à 154 007,73€ (contre 91 727,83€ en 2024), liées aux subventions notifiées en 2024, en partie réalisées en 2025.

Le montant des mécénats et fonds privés est en baisse, atteignant 24 120€ en 2025 contre 43 600€ en 2024. Malgré du temps de travail associé à la recherche de fonds privés, les résultats ne sont pas à la hauteur de nos attentes. Le contexte économique ne permet pas aux entreprises de se projeter dans le soutien à une association. Cependant, nous conservons la plupart de nos mécènes passés : Localizz, Durance Granulats, Pain de la Terre, pour exemples.

La baisse des produits s'explique également par le changement de méthode comptable appliquée à l'enregistrement des remboursements d'Uniformation comme expliqué ci-dessus.

Le total des produits du compte de résultat s'élève à 634 977,83€ pour un montant de charges de 648 076,38€. Il en résulte un résultat négatif de 13 098,55€, représentant 2% du volume du budget de l'association.

Au pied du compte de résultat, nous avons mentionné, en charges et en recettes, la valorisation du bénévolat liés à différents temps forts de l'année, pour un montant total de 27 887,88€, en hausse par rapport à 2024.

